

Hans Manfred Bock, Französische Kultur im Berlin der Weimarer Republik. Kultureller Austausch und diplomatische Beziehungen, Tübingen (Gunter Narr) 2005, 334 p., ISBN 978-3-8233-6181-7, EUR 39,90.

rezensiert von/compte rendu rédigé par
Marie-Bénédicte Vincent, Angers

L'histoire culturelle des relations internationales est un champ fécond depuis quelques années. Ce livre collectif, paru aussi en français et consacré au »Locarno intellectuel« (expression d'Heinrich Mann en 1928), en témoigne. Son intérêt vient de sa thématique très resserrée, qui lui confère une grande cohérence, et de l'introduction d'H. M. Bock, de visée plus large.

Celui-ci présente en effet un bilan historiographique de l'histoire des relations culturelles inter- et transnationales. Depuis les années 1980, les dimensions classiques de cette histoire ont été renouvelées, qu'il s'agisse des acteurs (traditionnellement les départements culturels des ministères des affaires étrangères), de la perception (auparavant réduite à l'histoire des stéréotypes et des images de l'autre pays) et de la réception (analyse en termes d'influence des cultures nationales). Trois nouvelles catégories d'analyse ont été proposées. D'abord, la thématique des transferts culturels veut appréhender les médiations de certains groupes sociologiques qui ne sont précisément pas des acteurs étatiques raisonnant en termes de pénétration culturelle. Ensuite, l'intérêt porté aux acteurs collectifs issus de la société civile (institutions, organisations) permet de travailler sur les milieux socioculturels de réception et met en valeur la relative autonomie des relations culturelles par rapport à la diplomatie et à l'économie. Enfin, l'étude des réseaux d'experts, et notamment celle des milieux universitaires, met en lumière les processus de socialisation internationale. Le présent ouvrage illustre la fécondité de ces outils, appliqués à une période très courte (1919-1933).

Compte tenu des antagonismes politiques entre la France et l'Allemagne au cours de cette période, l'institutionnalisation officielle des relations culturelles ne se fait pas avant le tournant des années 1930. H. M. Bock présente les trois étapes qui jalonnent cette évolution. Dans une première phase de 1918 à 1923, on constate une très grande retenue dans la reprise de contacts culturels entre les deux nations ennemies (à l'inverse de la Rhénanie occupée, où la politique culturelle française sous la direction du haut commissaire Tirard est conçue sur un modèle traditionnel de pénétration politique, d'où son faible succès). L'Allemagne est soumise à un boycott culturel et scientifique de la part des Alliés (ligne officielle du Conseil international de recherches fondé à Bruxelles en 1919). Les tentatives non gouvernementales de »démobilisation culturelle« de la France et de l'Allemagne sont soutenues par des pays tiers (les États-Unis via la fondation Carnegie) et restent l'apanage d'organisations pacifistes.

En revanche, à partir de 1924/25 et jusqu'en 1930, les conditions de possibilité d'un dialogue sont davantage réunies. La stabilisation politique et économique de la République de Weimar, la

conférence de Londres, le traité de Locarno, l'admission de l'Allemagne à la SDN et le dialogue entre Briand et Stresemann ont un écho dans la société et l'opinion des deux pays. Les concepts de »Locarno intellectuel« ou »Locarno de la jeunesse« font leur apparition dans le discours public à partir de la rencontre en septembre 1925 à Berlin des deux ministres de l'éducation de Prusse et de France, Carl Heinrich Becker et Anatole de Monzie, ce dernier souhaitant à titre personnel la levée du boycott pesant sur l'Allemagne (K. Marmetschke). Cependant, malgré cette rencontre officielle, les acteurs visibles du rapprochement viennent non des sphères étatiques, mais de la société civile. Des organisations non gouvernementales sont créées, tels le »comité franco-allemand de documentation et d'information« (1926), plus connu sous le nom de Comité Mayrisch (G. Müller) et la Société franco-allemande (1927) (H. M. Bock). Autre initiative privée, la création en 1923 de la Maison du livre français à Berlin par Simon Raichenstein, un juif qui quitte l'Allemagne en 1933, montre que le Quai d'Orsay laisse aux libraires privés la tâche de diffuser des livres à l'étranger (C. Defrance).

La dernière phase à partir de 1930 est caractérisée par une plus grande interdépendance des échanges culturels et des relations diplomatiques. Dans le contexte d'un changement de climat en Allemagne défavorable aux Français (arrivée de la crise économique, percée électorale des nazis), les protagonistes du rapprochement bilatéral antérieur adoptent une attitude défensive. C'est alors que s'établissent les premiers échanges institutionnels résultant de la politique étrangère des deux États. En 1930 est créée la Maison académique française, au demeurant assez discrète: appelée dès le départ Institut français de Berlin, cette institution dirigée par Oswald Eduard Hesnard était financée par le gouvernement français et Briand. Par ailleurs, les premiers échanges officiels d'étudiants entre l'Allemagne et la France datent de 1929: le Quai d'Orsay a imposé leur reprise à l'Office national des universités et des écoles françaises (1910) qui souhaitait le maintien du boycott (J. Chapoutot). En 1930 est créée à Paris une branche du DAAD. Néanmoins, l'ambition présente au plus fort de l'ère Locarno de rendre les échanges socioculturels autonomes vis-à-vis de la politique extérieure n'existe plus.

Le livre offre donc une analyse fine du microcosme ayant œuvré pour le rapprochement franco-allemand. Il révèle les motivations réelles et les coulisses des initiatives, loin de tout angélisme. On découvre ainsi la concurrence qui a pu exister entre des acteurs qui, loin de coopérer, se trouvaient au contraire en position de rivalité pour obtenir le soutien des milieux diplomatiques, par exemple Pierre Viénot, à la tête entre 1926 et 1930 du bureau berlinois du Comité Mayrisch, et Otto Grautoff, l'historien d'art fondateur de la Société franco-allemande. Les deux organisations divergeaient quant au public visé et à l'attitude vis-à-vis de la République de Weimar. Leur rivalité révèle en fait leur faiblesse et leurs difficultés matérielles. Inversement, des arguments commerciaux ont pu jouer en faveur de la reprise d'échanges culturels entre les deux pays. M. Thuret montre par exemple que les pièces françaises étaient bien représentées quantitativement dans le théâtre berlinois de l'entre-deux-guerres, mais que leur importation était dictée par des considérations financières (pièces de boulevard et comédies privilégiées compte tenu des goûts du public).

Par ailleurs, ces échanges entre les deux pays n'annulent pas la conscience d'une supériorité de la

culture nationale. Ainsi à propos du professeur Eduard Wechsler, l'organisateur d'un cycle de conférences sur la littérature française à l'université de Berlin entre 1926 et 1934, S. Paff explique que le choix des auteurs invités (Gide, Schlumberger, Giraudoux, Martin du Gard, Benda, Bertaux, Mauriac etc.) est commandé par son idée d'une antithèse culturelle entre la France et l'Allemagne tirée de son œuvre »Esprit und Geist« (1927). De même selon C. Charle, les échanges internationaux de professeurs des universités de Berlin et de la Sorbonne doivent être compris moins en termes d'ouverture intellectuelle que de contribution au prestige national et comme réponse à la concurrence étrangère. À Berlin, la défaite et le boycott européen ont conduit l'Université à s'intéresser aux nouveaux continents (Asie, Amérique). Même constat dans les arts figuratifs: le désintérêt de la France pour les artistes de Weimar, notamment ceux de la nouvelle objectivité, amène définitivement l'Allemagne à se tourner vers l'Amérique, nouvelle référence culturelle de la modernité (A. Kostka).

Si toutes les contributions se complètent et se répondent, on regrette néanmoins l'absence d'un index des noms propres (certains acteurs centraux sont évoqués dans quasiment tous les articles, comme par exemple le normalien Pierre Bertaux). Il est vrai que H. M. Bock a publié en 2005 un second volume centré sur ces médiateurs. Il manque aussi une bibliographie générale, qui n'aurait pas été artificielle.

Plus fondamentalement, la question reste de savoir quelle était l'extension de ce microcosme gravitant autour de l'Université, l'ambassade française et les ministères. On dispose de peu d'estimations quantitatives. H. M. Bock donne le chiffre de 1594 membres berlinois pour la Société franco-allemande entre 1928 et 1933, de loin l'association la plus importante, regroupant des enseignants, des journalistes, des artistes, des industriels et des fonctionnaires. Les publics se recourent-ils avec les lecteurs de la revue »Die neue Rundschau« (F. Beilecke)? Fondée en 1890 par Samuel Fischer, elle témoigne d'un réel souci de faire connaître la littérature française sous la houlette de son rédacteur en chef Rudolf Kayser de 1922 à 1931, mais le nombre de tirages n'est pas donné. Il est entendu qu'on travaille sur de très petits groupes, mais quelle est leur réelle influence dans la ville? Sont-ils résolument à la marge ou ont-ils un rayonnement plus important chez les élites? On aimerait aussi en savoir plus sur les salons francophiles mentionnés à plusieurs reprises, celui d'Helene von Nostitz-Wallwitz ou celui d'Antonia Vallentin, le rôle des femmes étant de manière générale moins étudié.

Selon H. M. Bock, c'est précisément à cause de leur statut de minorité que ces médiateurs, qui ne cherchaient pas à gagner l'opinion publique de leur pays, ont joui d'une certaine liberté et pu élaborer des projets féconds pour le futur. Ces projets ont été soit usurpés soit réprimés par les nazis, avant d'être à nouveau développés dans les années 1950. Cette mise en perspective sur le long terme pourrait être complétée par des études comparées sur d'autres métropoles (Vienne, Munich?), afin de mieux saisir la spécificité berlinoise de l'entre-deux-guerres.